

Motions de l'assemblée générale des personnels de l'éducation et de la recherche de Strasbourg

(adoptées à l'unanimité)

L'Assemblée Générale des personnels de l'éducation et de la recherche réunis ce jeudi 19 avril 2018 à l'Université de Strasbourg :

- soutient les collègues du lycée Jean Geiler de Strasbourg et dénonce la suppression d'un poste de CPE et de deux postes administratifs dans ce lycée, alors que l'accompagnement et l'orientation réelle dans les lycées est un enjeu majeur. Elle dénonce plus généralement le manque de postes administratifs pour le bon fonctionnement des lycées et de l'Université ;
- s'oppose à la suppression programmée des Centres d'Information et d'Orientation, à la réforme du lycée qui va accentuer le tri social des élèves et à la réforme du baccalauréat. Elle demande que les établissements d'éducation prioritaire soient dotés de réels moyens ;
- dénonce l'écart colossal existant entre le financement par élève des classes préparatoires aux grandes écoles et par étudiant à l'Université et demande l'alignement par le haut de ce financement ;
- demande le retrait de la loi ORE et du plan étudiant, ainsi que la mise en place des moyens nécessaires et pérennes à l'accueil et à la formation de tous les bacheliers. Elle demande que la réflexion sur la transformation de l'ESR soit menée sur le long terme et sur des bases scientifiques sérieuses ;
- demande que l'équipe présidentielle de l'Université de Strasbourg propose une mesure de validation de toutes les demandes d'inscription des lycéens bacheliers ;
- soutient les collègues qui ne souhaitent pas participer à la commission des vœux et qui considèrent ce travail comme inutile et contreproductif. Elle encourage l'ensemble des collègues à ne pas participer à ce mécanisme d'ordonnement des dossiers des lycéens qui conduira inévitablement à un tri social des néo-bacheliers ;
- appelle les collègues à débattre des réels enjeux de l'ensemble des réformes actuelles du gouvernement par le biais d'AG dans les composantes ;
- dénonce les violences policières et la présence de l'extrême-droite sur le campus universitaire, demande la fermeture du "bastion social" et que le Conseil d'Administration de l'université de Strasbourg se prononce pour cette fermeture, à l'instar du conseil municipal de la Ville de Strasbourg ;
- appelle les collègues de l'Université de Strasbourg à se mobiliser par la grève et les manifestations aux dates qui seront communiquées par l'intersyndicale afin de faire reculer le gouvernement sur l'ensemble des réformes qui ont pour but de désengager l'État de la plupart des services publics pour les faire entrer dans le marché privé ;
- ne donne aucun crédit au sondage électronique organisé par l'équipe présidentielle ; elle apporte son soutien aux étudiants, appelle les personnels à mettre en oeuvre tous les moyens pour ne pas pénaliser les étudiants, mobilisés ou non ;
- appelle les collègues de l'université à se mettre en grève massive à la prochaine rentrée universitaire du 30 avril, pour défendre la Fonction Publique, nos statuts et le libre accès des bacheliers à l'Université dans la filière de leurs choix.

L'Assemblée générale était organisée à l'initiative des syndicats suivant : CNT67, SES-CGT, SNTRS-CGT, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNPREES-FO, SUD Éducation Alsace